

Colloque pluridisciplinaire

Régions et mémoires migratoires : le Nord de la France au miroir de l'Europe

5 et 6 novembre 2020

Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF)
Valenciennes

Appel à communications

Alors que la patrimonialisation des migrations s'est affirmée à l'échelle nationale en France – avec l'aboutissement, en 2007, du musée de l'histoire de l'immigration (1) – et plus généralement en Europe, ce colloque entend poser la question du rôle des territoires locaux et des régions d'accueil dans ce mouvement de reconnaissance collective. Plus de dix ans après le vaste travail collectif « Histoire et mémoires des immigrations en régions » commandé par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) (2), les régions ont-elles pris le relais de l'État dans l'inventaire et la valorisation de leur passé migratoire ? Dans le contexte de la décentralisation et du « rééchelonnement » de l'État, quelle place les migrations tiennent-elles dans la construction des identités régionales et l'affirmation des territoires locaux ? A l'heure des replis identitaires et de « l'insécurité culturelle », la mémoire migratoire peut-elle se faire une place dans le récit collectif local ? Le colloque examinera la question à partir de l'exemple du Nord de la France (et en particulier la région Hauts-de-France), mais en ouvrant des comparaisons avec d'autres régions en France et en Europe.

Le Nord de la France constitue en effet l'une des grandes régions migratoires européennes : bassin minier, grande région de l'industrie textile et métallurgique, il a connu une importante diversité de migrations de travail depuis la fin du XVIII^e siècle, principalement peu qualifiées, mais également élitaires. Grand carrefour transfrontalier, le Nord de la France est aussi depuis deux siècles une zone de passage pour des migrants au profil varié, des travailleurs saisonniers flamands aux actuels exilés du Moyen Orient piégés par le rejeu des frontières dans une Europe qui se ferme. Cette longue histoire migratoire reste en chantier (3). Si la contribution des travailleurs migrants à l'histoire minière est de mieux en mieux connue, cette mémoire de la mine contribue aussi à laisser dans l'ombre d'autres mémoires migratoires, que ce soit dans d'autres secteurs économiques (textile, sidérurgie, agriculture), ou d'autres types de migration, notamment les circulations et transits liés à la présence de la frontière. Ainsi, la reconnaissance institutionnelle du passé migratoire régional reste encore limitée. Le Nord de la France constitue donc un laboratoire de ces questions mémorielles puisqu'il offre le paradoxe d'une grande région d'immigration où la mémoire migratoire reste encore peu présente dans les institutions publiques locales.

International, le colloque confrontera la situation du Nord de la France à celle des autres grandes régions migratoires françaises et européennes afin de saisir l'influence des facteurs locaux, culturels, historiques et des organisations politico-administratives dans la valorisation différenciée du passé migratoire régional. Pluridisciplinaire, il fera appel à l'histoire, mais aussi aux sciences sociales étudiant les usages actuels de la mémoire migratoire dans la construction des identités et des jeux de pouvoir des régions d'accueil, de départ ou de transit (sociologie, géographie, anthropologie, sciences politiques, etc.). Il associera également des acteurs de la société civile et des institutions culturelles locales impliquées dans la mémoire des migrations.

Trois axes de questionnement seront privilégiés.

Inégalités migratoires et fragmentations mémorielles

La construction d'une mémoire collective repose toujours sur un rapport de force et une réécriture de l'histoire. Les communications seront donc attentives aux acteurs qui produisent la mémoire migratoire – les « entrepreneurs de mémoire » – à l'échelle régionale, et aux inégalités de traitement que ce jeu d'acteurs entraîne pour les différents flux migratoires locaux.

Ainsi, le modèle assimilationniste français a longtemps laissé la mémoire migratoire au domaine privé et à la société civile. La reconnaissance politique officielle de la contribution des migrations à l'histoire nationale est récente. C'est encore plus vrai à l'échelle régionale. Dans le Nord de la France, la mémoire migratoire reste encore assumée pour l'essentiel par les descendants de migrants eux-mêmes, au travers notamment de leurs associations, à l'image de l'Association des Mineurs marocains du Nord, ou du tissu associatif culturel polonais.

Dans ce contexte, les inégalités sont profondes entre les différentes mémoires migratoires, en fonction du pouvoir politique local et des capacités d'auto-organisation des acteurs qui les portent. Du fait du poids du patronat minier, et des choix de marketing territorial régionaux, la mémoire des migrations minières domine largement les autres. Les différences sont également profondes entre les anciennes vagues migratoires, qui ont pu accéder à la visibilité publique et la reconnaissance locale, à l'image des Polonais du bassin minier, et les migrations plus récentes, comme les Marocains venus fermer les mines (4). Enfin, les inégalités sont fortes entre les migrations « territorialisées » par les politiques publiques (rapprochement familial, intégration locale...), et les migrations de passage, largement occultées par les institutions. Ainsi, alors que les premières « jungles » se sont constituées près de Calais au moment de la guerre civile yougoslave il y a près de 25 ans (5), l'histoire du passage en région reste encore à écrire.

Lieux de mémoires migratoires et identité régionale

Les communications interrogeront également le rôle de l'espace et des lieux dans la construction des mémoires migratoires régionales. Parce qu'il permet de donner une visibilité aux faits sociaux, l'espace joue en effet un rôle primordial dans les processus de patrimonialisation et de reconnaissance politique des minorités. Le Nord de la France compte beaucoup de lieux de mémoires locaux, produits par les communautés de migrants, à l'image des églises polonaises du bassin minier. Mais qu'en est-il des lieux de mémoire des communautés plus récemment arrivées dans la région ? Et observe-t-on également l'émergence de lieux de mémoires institutionnels, portés par les pouvoirs publics ?

La question de l'espace dans la mémoire migratoire sera posée à plusieurs échelles. Celle, micro-locale des lieux ponctuels et des monuments. Celle, plus vaste, du quartier urbain, les villes du Nord de la France comptant des quartiers façonnés par l'immigration, dont l'importance est clairement affichée dans leur identité et leurs paysages – mais qui restent très peu étudiés. Plus largement, ce sont parfois des villes entières qui jouent sur leur image migratoire, à l'image du réseau européen des « villes accueillantes » constituées autour de la crise des réfugiés. Les

contributions étudieront ainsi la participation des migrants et des associations d'immigrés à la fabrication du campanilisme local des villes ouvrières – très fort dans le Nord de la France. La notion de « régions migratoires », que ce soit de départ, de transit ou d'accueil sera au centre des questionnements. Le problème du rôle que les territoires locaux jouent dans les migrations et leurs temporalités (lieux de passage, impasse, finistère ...) sera posé.

Mémoire migratoire et développement local

Enfin, les journées poseront la question du rôle de la mémoire migratoire comme levier de développement régional. Comment les musées et les institutions régionales prennent-elles en charge cette mémoire migratoire ? En Amérique du Nord et dans certains pays d'Europe, comme la Belgique, villes et régions utilisent depuis longtemps leur histoire migratoire comme un élément de marketing territorial et un moteur de développement touristique, sans toujours éviter la folklorisation. En France, cette pratique est beaucoup plus limitée, comme en témoigne le récent classement au patrimoine mondial de l'Unesco du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (2012), où l'héritage migratoire a tenu une place limitée. Dans certaines villes, la question migratoire est même clairement perçue comme un obstacle dans des politiques de marketing territorial tournées vers les loisirs et le tourisme, à l'image de Calais. Les politiques de reconversion tertiaire dans l'économie créative, très en vogue dans les vieilles régions industrielles contribuent également à mettre à distance la mémoire ouvrière et la mémoire migratoire qui lui est liée.

- (1) BLANC-CHALEARD Marie-Claude. « Une Cité nationale pour l'histoire de l'immigration. Genèse, enjeux, obstacles », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. n° 92, n°4, 2006, pp. 131-140.
- (2) Voir le bilan *Histoire des immigrations. Panorama régional*, numéro spécial *Hommes et Migrations*, n°1273, Mai-juin 2008.
- (3) RAINHORN Judith, *Histoire et mémoire des immigrations dans le Nord-Pas-de-Calais, XIXe-XXe siècles* [rapport final], Acsé, mai 2007
- (4) PERDONCIN Anton, *Des marocains pour fermer les mines : immigration et récession charbonnière dans le Nord-Pas-de-Calais (1945-1990)*, thèse de doctorat, Université Paris-Saclay, soutenue le 30 novembre 2018.
- (5) AGIER Michel, BOUAGGA Yasmine, GALISSON Maël, HANAPPE Cyrille, PETTE Mathilde et WANESSON Philippe, *La jungle de Calais*, Paris, PUF, 2018.

Modalité de Soumission :

Les propositions de communication en français ou en anglais (titre, résumé de 2500 signes environ), accompagnées d'une courte présentation de l'auteur.trice, sont à envoyer **avant le 15 avril 2020** à Thomas Pfirsch thomas.pfirsch@uphf.fr et Céline Vaz celine.vaz@uphf.fr.

Comité d'organisation :

Thomas Pfirsch (Université polytechnique Hauts-de-France)
Céline Vaz (Université polytechnique Hauts-de-France)

Comité Scientifique :

Marie-Claude Blanc-Chaléard (Université Paris Nanterre)
Yasmine Bouagga (ENS de Lyon)
Irène Dos Santos (CNRS, URMIS)
Marco Martiniello (Université de Liège)
Judith Rainhorn (Université Panthéon-Sorbonne)
Philippe Rygiel (ENS de Lyon)
Camille Schmoll (Université de Paris)

Calendrier et lieu du colloque

15 avril 2020 - Date limite d'envoi des propositions

15 mai 2020 – Notification des avis.

5-6 novembre 2020 – Colloque à l'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF), Valenciennes, Institut Sociétés et humanités.

Regions and migration memories. Northern France from a European perspective

International Conference

*Université Polytechnique des Hauts-de-France (UPHF),
Valenciennes (France)*

5-6 November 2020

Call for Papers

While the heritage value of migration has been affirmed at national level in France – with the opening of the Musée de l’Histoire de l’Immigration (Immigration History Museum) in 2007 (1) – and in Europe more generally, this symposium raises the question of the role played by regions and local territories in this movement of collective recognition. In a context of decentralization and rescaling of the state, what place does migration occupy in the construction of regional identities and the affirmation of local territories? At a time when cultural isolationism and “cultural insecurity” are increasingly prevalent, can migratory memory find its place in local collective narratives?

The symposium will consider this issue by focusing on Northern France (and in particular the Hauts-de-France region (2) and inviting comparisons with other regions in France, Europe, and beyond. Northern France is one of Europe’s major migration regions: as a mining basin and an important centre for the textile and metallurgical industries, it has experienced significant diversity in terms of labour migration – mostly unskilled, but also elite – since the late 18th century. As a major crossroads close to national borders, Northern France has, for two centuries, also been an area of transit for all sorts of migrants, from Flemish seasonal workers to the current exiles of the Middle East trapped by the reconfiguration of borders in an increasingly closed Europe. However, this long migration history is still a work on progress (3), and institutional recognition is limited. While migrant workers’ contributions to mining history are more widely acknowledged, their greater visibility has the effect of overshadowing other, less visible, migration memories, which may focus on other economic sectors (textiles, steel, agriculture) or involve other types of migration, including movements and flows linked to the proximity of the border. Northern France is therefore something of a laboratory when it comes to questions of memory, as it presents the paradox of being a large region with a long history of immigration but where migratory memory is still largely absent from its institutions.

This multidisciplinary symposium will compare the situation in northern France with that of other major French and European migration regions. It will draw on history alongside other

social sciences that study current uses of migration memories in the construction of identities and power dynamics in host regions and regions of origin and transit (sociology, geography, anthropology, political science). It will also involve civil-society actors and local cultural institutions involved in the question of migratory memory.

Priority will be given to three fields:

Migratory inequalities and the fragmentation of memory

The construction of collective memory is always based on a balance of power and a rewriting of history. Contributions to the symposium must therefore be attentive to the actors who produce migration memories – “memory entrepreneurs” – at regional level, as well as to the unequal treatment that these stakeholders’ interactions foster for different local migratory flows. For instance, the French assimilationist model has long resulted in the preservation of migration memory being left to the private domain and civil society. Official political recognition of the contribution made by migration to national history is recent. This is especially true at regional level: in Northern France, preserving migratory memory is still largely a task taken on by descendants of migrants themselves, in particular through the voluntary sector, as in the case of Moroccan miners’ associations in the Nord *département*.

In this context, there are profound inequalities between different migration memories, depending on local political power and the capacity for self-organization of the actors who take on such tasks. Owing to the local importance of mining companies in the past – and current regional territorial-marketing choices – the memory of mining migration largely takes precedence over the rest. There are also profound differences between older waves of migration, which have enjoyed public visibility and local recognition of their places of memory, as in the case of Polish miners in the Nord–Pas-de-Calais coalfield, and more recent migrant groups, such as the Moroccans who came to close the mines (4). Finally, there are strong inequalities between territorialized migration resulting from public policies (family reunification, local integration, etc.) and transit migration, which is largely invisible. Accordingly, even though the first “jungles” were formed near Calais during the Yugoslav Wars almost 25 years ago (5), the history of movements through and into Northern France is still to be written, for the most part.

Places of migration memory and regional identity

Contributions will also examine the role of space and places in the construction of regional migratory memories. Because space makes social realities visible, it plays a key role in the processes of heritagization and political recognition of minorities. Northern France has many places of local memory, produced by migrant communities, such as Polish churches in the mining basin. But what about places of memory for communities that have arrived in the region more recently? Has the emergence of places of institutional memory, supported by public authorities, also been observed?

The question of space in migratory memory will be raised on several levels. First, at the micro- local scale of places and monuments. Second, at the larger scale of urban neighbourhoods, bearing in mind that many cities in Northern France are home to “ethnic” neighbourhoods or areas shaped by immigration, the importance of which is clearly stated in their identity and landscapes – but which, to date, have been the subject of very little research. Third, more broadly still, sometimes entire towns and cities choose to emphasize their migratory image, like the networks of “welcoming cities” that have formed around the refugee crisis. Contributions will therefore study the role played by migrants and immigrant associations in the production of *campanilismo* in working-class cities – which is particularly strong in Northern France. The notion of “migration regions”, whether host regions or regions of origin or transit, will be at the heart of these questions.

The problem of the role that local territories play in migration and its time frames (places of transit, dead-end places etc.) will also be raised.

Migratory memory and local development

Finally, this symposium will raise the question of the role of migration memory as a lever for regional development. How do museums and regional institutions deal with such memory? In North America and Europe, many cities and regions have long used their migratory history as a component of territorial marketing and a driving force for the development of tourism, even if folklorization is not always avoided. In France, such practices are much more limited, as evidenced by the recent UNESCO World Heritage listing of the Nord–Pas-de-Calais mining basin (2012), where the legacy of migration features only minimally. In some towns and cities, the issue of migration is even perceived quite clearly as an obstacle to territorial marketing policies geared towards leisure and tourism, as in the case of Calais. Policies promoting a shift from manufacturing to tertiary activities in the creative economy, currently popular in old industrial regions, also play a role in keeping the memory of workers – and the associated migration memories – at a distance.

(1)BLANC-CHALEARD Marie-Claude, « Une Cité nationale pour l'histoire de l'immigration. Genèse, enjeux, obstacles », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. n° 92, n°4, 2006, pp. 131-140.

(2)The Hauts-de-France region, created in 2016, comprises the former regions of Nord–Pas- de-Calais and Picardy.

(3)RAINHORN Judith, *Histoire et mémoire des immigrations dans le Nord-Pas-de-Calais, XIXe-XXe siècles* [rapport final], Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances (French National Agency for Social Cohesion and Equal Opportunities), mai 2007

(4)PERDONCIN Anton, *Des marocains pour fermer les mines : immigration et récession charbonnière dans le Nord-Pas-de-Calais (1945-1990)*, thèse de doctorat, Université Paris-Saclay, soutenue le 30 novembre 2018.

(5)AGIER Michel, BOUAGGA Yasmine, GALISSON Maël, HANAPPE Cyrille, PETTE Mathilde et WANESSON Philippe, *La jungle de Calais*, Paris, PUF, 2018.

Presentation proposals – in French or English, up to 500 words in length - should be sent by 15 april 2020 to Thomas Pfirsch (thomas.pfirsch@uphf.fr) and Céline Vaz (celine.vaz@uphf.fr).

Organization committee :

Thomas Pfirsch (Université polytechnique Hauts-de-France)

Céline Vaz (Université polytechnique Hauts-de-France)

Scientific committee :

Marie-Claude Blanc-Chaléard (Université Paris Nanterre)

Yasmine Bouagga (ENS de Lyon)

Irène Dos Santos (CNRS, URMIS)

Marco Martiniello (Université de Liège)

Judith Rainhorn (Université Panthéon-Sorbonne)

Philippe Rygiel (ENS de Lyon)

Camille Schmoll (Université de Paris)

Date and Location :

5-6 november 2020 in Valenciennes, France – Université Polytechnique des Hauts-de-France (UPHF), Institut Sociétés et Humanités